

ASS/GF/II/MG

2024-091

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 10 SEPTEMBRE 2024

OBJET : CRÉATION D'UN POSTE PERMANENT D'AGENT DE RESTAURATION SCOLAIRE

Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 24	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 4 septembre 2024
--	-------------------------------------	------------------------	---

L'an deux mille vingt-quatre, le dix septembre à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est réuni au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, M. Guy VIVÈS, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, M. Thierry CAUMEIL, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD

Étaient absents :

Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérengère LÉCÉA, Mme Martine JAFFUS, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Avaient donné mandat :

Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ à M. Dominique JOLIS, Mme Bérengère LÉCÉA à Mme Christine BÉNET, Mme Martine JAFFUS à M. Jean-Claude LAVAUD, M. Didier JULIAN à M. Guy VIVES, Mme Virginie JULIAN à Mme Sylvie DANRÉ, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA, Mme Marie-Claude MARTINEZ à M. Thierry DENARD

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Michel MASUYER

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20240910-2024-091-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/09/2024
Publication : 16/09/2024

Pour le Maire



Vu l'article L. 313-1 du Code général de la fonction publique ;
Vu les articles L. 332-1 à L. 332-28 du Code de la fonction publique ;
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,
Vu la délibération n° 2024-030 du 27 mars 2024 relative à l'actualisation du tableau des effectifs ;

Considérant que pour la bonne marche de l'administration communale, il est nécessaire de procéder à la création d'un emploi permanent « d'Agent de restauration scolaire » au sein de l'école Alphonse Daudet à partir du 1^{er} octobre 2024.

Considérant que les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant permettent la création de cet emploi permanent,

L'article L. 313-1 du Code général de la fonction publique prévoit que les emplois de chaque collectivité ou établissement mentionné à l'article L. 4 sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Chaque jour, plus de 300 repas sont distribués par le restaurant scolaire de la ville. Ces repas sont servis à une population représentant plus de 30% des enfants scolarisés dans les différentes écoles. La pause méridienne se déroule de 12h à 13h45 les lundis, mardis, jeudis et vendredis. Deux lieux sont dédiés à la pause repas des enfants : le restaurant scolaire et l'école maternelle Alphonse Daudet.

La création d'un emploi d'agent de restauration scolaire est nécessaire pour assurer la gestion des tâches quotidiennes à effectuer sur le point de restauration situé au sein de l'école Alphonse Daudet.

L'accomplissement des missions de ce poste relève du grade d'adjoint technique territorial et de la catégorie hiérarchique C.

Cet emploi est ouvert aux fonctionnaires relevant du cadre d'emploi d'adjoint technique territorial, mais pourra être occupé par un agent contractuel en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L. 332-14 du Code général de la fonction publique.

L'agent contractuel sera recruté pour une durée maximale d'un an.

La durée du contrat pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2^{ème} alinéa de l'article L. 332-14 du Code général de la fonction publique, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

L'agent assurera les fonctions d'agent de restauration à temps non complet pour une durée hebdomadaire de service de 24 heures 30.

La rémunération sera fixée selon le barème de la fonction publique territoriale et déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Les crédits nécessaires à la création d'un emploi contractuel correspondant au cadre d'emploi d'adjoint technique territorial sont disponibles au chapitre 012-charges de personnel.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la création d'un emploi permanent correspondant au cadre d'emploi d'adjoint technique territorial pour occuper le poste permanent « d'Agent de restauration scolaire » à partir du 1^{er} octobre 2024.

2/ D'autoriser le recrutement d'un agent contractuel pour pourvoir cet emploi en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L. 332-14 du Code général de la fonction publique.

3/ D'inscrire au budget chapitre 012-charges de personnel les crédits nécessaires.

4/ D'autoriser M. le Maire à procéder au recrutement de l'agent qui sera affecté à cet emploi et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Et décide :

1/ D'approuver la création d'un emploi permanent correspondant au cadre d'emploi d'adjoint technique territorial pour occuper le poste permanent « d'Agent de restauration scolaire » à partir du 1^{er} octobre 2024.

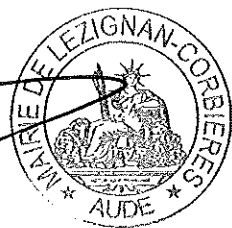
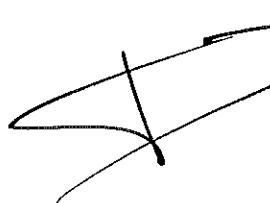
2/ D'autoriser le recrutement d'un agent contractuel pour pourvoir cet emploi en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L. 332-14 du Code général de la fonction publique.

3/ D'inscrire au budget chapitre 012-charges de personnel les crédits nécessaires.

4/ D'autoriser M. le Maire à procéder au recrutement de l'agent qui sera affecté à cet emploi et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,
Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,
Gérard FORCADA



Le secrétaire de séance,
Michel MASUYER

